



« La banlieue ne doit pas être la grande oubliée de cette élection présidentielle »

Philippe Doucet, député (PS), à l'origine des Etats généraux de la banlieue

ARGENTEUIL

PAR MARJORIE LENHARDT

LE PARTI SOCIALISTE REVIENT sur l'un de ses fondamentaux en organisant à l'initiative du député Philippe Doucet, les Etats généraux de la banlieue, aujourd'hui à Argenteuil. Objectifs : débattre et confronter les idées sur les questions d'inégalités, de discriminations et sur la place de la banlieue dans la République. « La banlieue ne doit pas être la grande oubliée de cette élection présidentielle », souligne Philippe Doucet.

De 14 heures à 15 h 30, un premier débat est animé par Emmanuelle Cosse, ministre du Logement, Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Institut français de l'opinion publique (Ifop) et quatre sociologues.

RENCONTRES ET DÉBATS

Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Education nationale, prend ensuite le relais pour échanger et dédicacer son dernier livre « la Vie a plus d'imagination que toi ». Elle y raconte son enfance au Maroc, son arrivée en France et l'origine de son engagement. Un autre débat autour de l'imaginaire de la banlieue a lieu vers 17 heures, notamment animé par Jean-Christophe Cambadélis,

premier secrétaire du PS et Dominique Sopo, président de SOS Racisme. A 18 heures, Philippe Doucet, en tant qu'élu de banlieue depuis plus de dix ans et animateur du groupe de travail « Demain les banlieues »

au sein de la fondation Jean-Jaurès, présente lui-même ses 20 propositions pour la banlieue.

■ Aujourd'hui, de 14 heures à 19 heures à l'Agora, 124 bis, avenue Jaurès.



Argenteuil. Des débats se tiendront aujourd'hui pour parler de la place de la banlieue dans la République

Polémique autour de la salle

EN MILIEU DE SEMAINE, la polémique a commencé à enfler. Le maire (LR) d'Argenteuil, Georges Mothron, s'est insurgé de la tenue des Etats généraux de la banlieue à l'Agora, local appartenant au bailleur AB-Habitat dont le député est vice-président. « L'argent des locataires ne doit pas servir à faire de la politique », a-t-il martelé, sous-entendant un possible abus de bien social et un avantage à la campagne du député sortant. La réponse de

l'intéressé ne s'est pas fait attendre. « J'ai sollicité la salle (NDLR : municipale) Pierre-Dux mais ma demande a rencontré un refus, sans proposition alternative, ni de lieu, ni de date », explique Philippe Doucet qui s'est donc tourné vers AB-H. Il ajoute que la location de salles comme l'Agora et Paul-Vaillant-Couturier a fait l'objet d'une délibération votée en conseil d'administration fixant les modalités et les montants de location.